



2

RÉSULTATS FINANCIERS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE TERMINÉ
LE 30 JUIN 2014

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Montréal, le 29 juillet 2014

Groupe TVA inc. (la « Société ») a enregistré un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 9,2 millions de dollars soit 0,39 \$ par action au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014, alors qu'au trimestre correspondant de l'année 2013 le bénéfice net attribuable aux actionnaires avait été de 7,0 millions de dollars ou 0,29 \$ par action.

Faits saillants liés à l'exploitation du deuxième trimestre

- Bénéfice d'exploitation ajusté¹ consolidé de 20 999 000 \$ comparativement à 20 940 000 \$ au trimestre correspondant de 2013.
- Bénéfice d'exploitation ajusté du secteur de la télévision de 18 070 000 \$, soit une variation défavorable de 1 074 000 \$, expliquée principalement par :
 - la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA découlant principalement de la baisse de 3,1 % des revenus publicitaires;compensée en partie par :
 - la baisse de la perte d'exploitation ajustée des services spécialisés directement attribuable à la hausse de 11,6 % des revenus d'abonnement.
- Bénéfice d'exploitation ajusté du secteur de l'édition de 2 929 000 \$, soit une variation favorable de 1 133 000 \$, principalement attribuable à l'ajout des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013 et aux réductions de dépenses résultant à la fois d'économies de coûts reliées au volume et au plan de rationalisation des charges d'exploitation mis en place au second trimestre de 2013.

Les résultats financiers consolidés du deuxième trimestre de 2014 sont stables, même si pour le secteur de la télévision nous voyons, encore une fois, une tendance à la baisse des revenus publicitaires dans ce marché. Effectivement, en dépit d'une gestion serrée de nos dépenses d'exploitation, le bénéfice d'exploitation ajusté du secteur de la télévision a connu un recul par rapport au trimestre correspondant de 2013. Fort d'une programmation de qualité, le Réseau TVA réussi à demeurer en tête par rapport à ses concurrents généralistes avec ses 21,4 parts de marché. Nos services spécialisés ont également connu d'excellentes cotes d'écoute, leur permettant de gagner ensemble 1,1 part au cours du trimestre. Nous sommes très fébriles à l'approche du lancement officiel des matchs de la Ligue nationale de hockey et sommes fiers de voir l'intérêt grandissant des téléspectateurs pour TVA Sports.

Le secteur de l'édition continue de bénéficier des impacts positifs provenant de l'acquisition du magazine « La Semaine ». Grâce à l'ensemble des actions accomplies au niveau de ce secteur et à l'ajout de cette dernière acquisition, les revenus de ce secteur d'exploitation ont connu une croissance de 11,2 % au cours du deuxième trimestre et le bénéfice d'exploitation ajusté a cru de 63,1 % comparativement au trimestre correspondant de 2013.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés au cours du trimestre ont été de 16,1 millions de dollars comparativement à des flux de trésorerie de 10,7 millions de dollars au cours du

¹ Voir la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) ci-après.

trimestre correspondant de 2013. Cette hausse s'explique essentiellement par la variation favorable reliée aux créditeurs et charges à payer ainsi qu'au bénéfice net, compensée en partie par l'écart défavorable au niveau des impôts exigibles et des débiteurs.

Définition

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS.

La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activité. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Groupe TVA

Groupe TVA inc., filiale de Québecor Média inc., est une entreprise de communication intégrée active dans la création, la production, la diffusion et la distribution de produits audiovisuels ainsi que dans l'édition de magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et d'édition de magazines de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Dion'.

Pierre Dion
Président et chef de la direction

GROUPE TVA INC.

États consolidés des résultats et du résultat global

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

		Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	Note	2014	2013	2014	2013
Revenus	3	109 700	\$ 111 507	\$ 215 021	\$ 222 577
Achats de biens et services	4, 10	55 934	56 822	134 403	131 915
Coûts liés au personnel		32 767	33 745	65 644	68 827
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels		5 317	5 374	10 701	10 462
Charges financières	5	975	1 597	2 095	3 201
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	6	-	2 047	-	2 999
Bénéfice avant dépense (recouvrement) d'impôts et part de la perte dans les entreprises associées		14 707	11 922	2 178	5 173
Dépense (recouvrement) d'impôts		3 628	3 526	(519)	1 102
Part de la perte dans les entreprises associées		1 916	1 415	3 697	2 978
Bénéfice net (perte nette) et résultat global attribuable aux actionnaires		9 163	\$ 6 981	\$ (1 000)	\$ 1 093
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	7 c)	0,39	\$ 0,29	\$ (0,04)	\$ 0,05

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

États consolidés des capitaux propres

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				Total des capitaux propres
	Capital- actions (note 7)	Surplus d'apport	Bénéfices non repartis	Cumul des autres éléments du résultat global – Régimes à prestations définies	
Solde au 31 décembre 2012	98 647	\$ 581	\$ 187 937	\$ (20 620)	\$ 266 545
Bénéfice net	–	–	1 093	–	1 093
Solde au 30 juin 2013	98 647	581	189 030	(20 620)	267 638
Bénéfice net	–	–	14 653	–	14 653
Autres éléments du résultat global	–	–	–	25 768	25 768
Solde au 31 décembre 2013	98 647	581	203 683	5 148	308 059
Perte nette	–	–	(1 000)	–	(1 000)
Solde au 30 juin 2014	98 647	\$ 581	\$ 202 683	\$ 5 148	\$ 307 059

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	30 juin 2014	31 décembre 2013
Actif			
Actif à court terme			
Espèces		12 086 \$	7 717 \$
Débiteurs		115 610	136 408
Impôts exigibles		5 005	124
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks		52 758	61 428
Charges payées d'avance		3 480	2 380
		188 939	208 057
Actif à long terme			
Droits de diffusion et de distribution		36 997	31 985
Placements		13 892	14 822
Immobilisations		103 068	100 962
Licences et autres actifs incorporels		111 110	112 566
Écart d'acquisition		44 469	44 536
Actif au titre des prestations définies		12 306	8 238
Impôts différés		569	885
		322 411	313 994
Total de l'actif		511 350 \$	522 051 \$

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés (suite)

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	30 juin 2014	31 décembre 2013
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer		76 384 \$	85 960 \$
Impôts exigibles		528	1 828
Droits de diffusion et de distribution à payer		19 155	17 304
Provisions		234	645
Revenus reportés		5 341	9 302
Dette échéant à court terme		74 741	74 640
		176 383	189 679
Passif à long terme			
Autres éléments de passif		6 902	3 974
Impôts différés		21 006	20 339
		27 908	24 313
Capitaux propres			
Capital-actions	7	98 647	98 647
Surplus d'apport		581	581
Bénéfices non répartis		202 683	203 683
Cumul des autres éléments du résultat global		5 148	5 148
		307 059	308 059
Garanties	10		
Total du passif et des capitaux propres		511 350 \$	522 051 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

Le 29 juillet 2014, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013.

GROUPE TVA INC.

États consolidés des flux de trésorerie

(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

		Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	Note	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice (perte) net(te)		9 163	\$ 6 981	\$ (1 000)	\$ 1 093
Ajustements pour :					
Amortissement		5 367	5 424	10 802	10 563
Dépréciation d'actifs	6	-	612	-	999
Part de la perte dans les entreprises associées		1 916	1 415	3 697	2 978
Impôts différés		396	(115)	961	909
		16 842	14 317	14 460	16 542
Variation nette hors caisse des actifs et passifs d'exploitation		(762)	(3 587)	6 492	(8 355)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation		16 080	10 730	20 952	8 187
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations		(5 481)	(4 236)	(11 820)	(9 548)
Acquisitions d'actifs incorporels		(727)	(338)	(1 495)	(922)
Variation nette des placements	9	(1 346)	(1 470)	(2 767)	(671)
Ajustement final au coût d'acquisition d'une entreprise		-	-	(501)	-
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(7 554)	(6 044)	(16 583)	(11 141)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation nette de l'emprunt à terme rotatif		-	(254)	-	-
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement		-	(254)	-	-
Variation nette des espèces		8 526	4 432	4 369	(2 954)
Espèces au début de la période		3 560	3 233	7 717	10 619
Espèces à la fin de la période		12 086	\$ 7 665	\$ 12 086	\$ 7 665
Intérêts et impôts classés au titre des activités d'exploitation					
Intérêts nets versés		2 113	\$ 2 115	\$ 2 031	\$ 2 196
Impôts sur le bénéfice versés (encaissés)		1 755	(579)	4 701	1 389

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Groupe TVA est une société de communication intégrée qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 11). La Société est une filiale de Québecor Média inc. (« Québecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Québecor inc. (« Québecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada.

Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dus, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires et aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne doivent pas être considérés nécessairement représentatifs des résultats d'un exercice financier complet.

1. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), sauf qu'ils ne comprennent pas l'ensemble de la divulgation requise par les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. En particulier, ces états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* et, par conséquent, sont des états financiers consolidés résumés. Ces états financiers consolidés résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2013 de la Société qui comprennent les conventions comptables utilisées pour la préparation de ces états financiers.

Certains chiffres correspondants fournis pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2013 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour les périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2014.

2. Modification de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2014, la Société a adopté rétrospectivement l'IFRIC 21 – *Droits ou taxes*, qui clarifie le moment de la comptabilisation d'un passif pour les sorties de ressources qui sont imposées par les gouvernements selon des dispositions légales ou réglementaires, basé sur l'activité qui rend le paiement exigible. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu un impact significatif sur les états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

3. Revenus

La répartition des revenus entre les services rendus et les ventes de produits est la suivante :

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Services rendus	86 124 \$	86 867 \$	168 712 \$	172 844 \$
Ventes de produits	23 576	24 640	46 309	49 733
	109 700 \$	111 507 \$	215 021 \$	222 577 \$

4. Achats de biens et services

Les principales composantes des achats de biens et services se détaillent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Redevances, droits et coûts de production	35 666 \$	32 722 \$	92 688 \$	81 710 \$
Tirage et distribution	4 406	4 720	8 500	9 318
Marketing, publicité et promotion	2 354	3 387	6 595	8 540
Coûts liés aux immeubles	2 244	2 209	4 680	4 392
Services rendus par la société mère	5 647	6 037	11 443	11 972
Autres	5 617	7 747	10 497	15 983
	55 934 \$	56 822 \$	134 403 \$	131 915 \$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

5. Charges financières

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Intérêts sur la dette à long terme	1 123 \$	1 126 \$	2 245 \$	2 248 \$
Amortissement des frais de financement	50	50	101	101
(Revenus) charge d'intérêts sur l'actif net ou le passif net au titre des prestations définies	(71)	420	(143)	840
Autres	(127)	1	(108)	12
	975 \$	1 597 \$	2 095 \$	3 201 \$

6. Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres

Au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2013, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 1 646 000 \$ suite à l'abolition de postes, dont 897 000 \$ dans le secteur de la télévision et 749 000 \$ dans le secteur de l'édition.

Au cours du premier trimestre de 2013, la Société avait décidé de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma alors qu'au cours du second trimestre de 2013, la Société avait annoncé la cessation de ses activités de télé-achat et de boutiques en ligne de sa division TVA Boutiques. Suite à ces repositionnements, la Société avait enregistré une charge de dépréciation de 612 000 \$ liée aux stocks ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation de 303 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013 et une charge de dépréciation de 999 000 \$ ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation de 303 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2013, la Société avait également renversé une provision pour frais de rationalisation de 514 000 \$ suite à un jugement rendu en faveur de la Société relativement à un litige relié aux activités d'une ancienne filiale. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, la Société avait constaté une charge nette de 51 000 \$ relativement à ce litige.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

7. Capital-actions

a) Capital-actions autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

b) Capital-actions émis et en circulation

	30 juin 2014	31 décembre 2013
4 320 000 actions ordinaires classe A	72 \$	72 \$
19 450 906 actions classe B	98 575	98 575
	98 647 \$	98 647 \$

c) Résultat par action attribuable aux actionnaires

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice (perte) net(te) attribuable aux actionnaires	9 163 \$	6 981 \$	(1 000) \$	1 093 \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	23 770 906	23 770 906	23 770 906	23 770 906
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	0,39 \$	0,29 \$	(0,04) \$	0,05 \$

Le calcul du résultat par action dilué ne tient pas compte de l'effet potentiel dilutif des options d'achat d'actions de la Société puisque leur effet est non dilutif.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

8. Rémunération et autres paiements à base d'actions

	Période de six mois terminée le 30 juin 2014			
	Options d'achat d'actions classe B de la Société		Options d'achat d'actions de Québecor Média	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 décembre 2013	691 076	16,54 \$	331 407	53,35 \$
Octroyées	–	–	62 000	63,50
Exercées	–	–	(21 375)	46,48
Solde au 30 juin 2014	691 076	16,54 \$	372 032	55,44 \$

Du nombre d'options en circulation au 30 juin 2014, 691 076 options d'achat d'actions classe B de la Société au prix d'exercice moyen de 16,54 \$ et 64 032 options d'achat d'actions de Québecor Média au prix d'exercice moyen de 45,96 \$ pouvaient être exercées.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2014, aucune option d'achat d'actions de Québecor Média n'a été exercée (21 927 options d'achat d'actions avaient été exercées pour une contrepartie en espèces de 243 000 \$ pour la période correspondante de 2013). Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2014, 21 375 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 352 000 \$ (41 884 options d'achat d'actions avaient été exercées pour une contrepartie en espèces de 471 000 \$ pour la période correspondante de 2013).

Au cours des périodes de trois mois et de six mois terminées le 30 juin 2014, la Société a constaté un renversement de la charge de rémunération de 15 000 \$ et de 46 000 \$ respectivement (un renversement de la charge de rémunération de 83 000 \$ et de 31 000 \$ respectivement pour les périodes correspondantes de 2013) relativement aux options d'achat d'actions classe B de la Société ainsi qu'une charge de rémunération de 197 000 \$ et de 597 000 \$ respectivement (un renversement de la charge de rémunération de 41 000 \$ et de 70 000 \$ respectivement pour les périodes correspondantes de 2013) relativement aux options d'achat d'actions de Québecor Média.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

9. Opérations entre apparentés

Contributions en capital dans SUN News

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2014, une mise de fonds de 3 300 000 \$ (3 000 000 \$ en 2013) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 1 617 000 \$ (1 470 000 \$ en 2013) par la Société et 1 683 000 \$ (1 530 000 \$ en 2013) par Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun.

Au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2014, une mise de fonds de 6 200 000 \$ (3 000 000 \$ en 2013) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 3 038 000 \$ (1 470 000 \$ en 2013) par la Société et 3 162 000 \$ (1 530 000 \$ en 2013) par Corporation Sun Media.

10. Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut avec des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisitions de biens, des ententes de services et des contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les dépenses engagées en regard de circonstances spécifiques. Les termes de ces indemnisations peuvent varier d'une transaction à l'autre en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel qu'elle pourrait être tenue de verser à un tiers sur l'ensemble de ses engagements. Par ailleurs, suite à de nouveaux développements survenus au cours du premier trimestre 2014, les engagements spécifiques à risque qui s'élevaient à 4 700 000 \$ au 31 décembre 2013 ont été comptabilisés dans les achats de biens et services au cours de la période de trois mois se terminant le 31 mars 2014.

11. Information sectorielle

Au début de l'exercice 2014, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. Suite à ces changements, les activités d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédias, anciennement exercées par la division TVA Studio du secteur de l'édition, sont maintenant intégrées aux activités de TVA Accès inc. du secteur de la télévision. L'information financière de la période précédente a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur de la télévision** inclut les activités du Réseau TVA (y compris les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale et de doublage de TVA Accès inc., les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films, ainsi que les activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques jusqu'au deuxième trimestre de 2013
- **Le secteur de l'édition** inclut les activités de TVA Publications inc. et de Les Publications Charron & Cie inc., qui se spécialisent dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars canadiens sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

11. Information sectorielle (suite)

	Périodes de trois mois terminées les 30 juin		Périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Revenus				
Télévision	94 240 \$	97 922 \$	185 176 \$	196 042 \$
Édition	15 958	14 354	31 096	28 267
Éléments intersectoriels	(498)	(769)	(1 251)	(1 732)
	109 700 \$	111 507 \$	215 021 \$	222 577 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté⁽¹⁾				
Télévision	18 070	19 144	9 859	19 884
Édition	2 929	1 796	5 115	1 951
	20 999	20 940	14 974	21 835
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 317	5 374	10 701	10 462
Charges financières	975	1 597	2 095	3 201
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	–	2 047	–	2 999
Bénéfice avant dépense (recouvrement) d'impôts et part de la perte dans les entreprises associées	14 707 \$	11 922 \$	2 178 \$	5 173 \$

Les éléments intersectoriels mentionnés précédemment représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activité de la Société en ce qui a trait aux revenus.

⁽¹⁾ Le chef de la direction utilise le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme mesure de rendement financier pour évaluer la performance de chaque secteur d'activités de la Société. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est défini(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition. En télévision, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter huit services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion et dans le service spécialisé de langue anglaise SUN News Network (« SUN News »). En édition, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du second trimestre 2014 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois et six mois terminées les 30 juin 2014 et 2013 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2013, de même qu'avec les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2014.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Au début de l'exercice 2014, la direction a apporté des modifications à la structure de gestion de la Société. Suite à ces changements, les activités d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédias, anciennement exercées par la division TVA Studio du secteur de l'édition, sont maintenant intégrées aux activités de TVA Accès inc. du secteur de la télévision. L'information financière de la période précédente a été retraitée pour tenir compte de cette nouvelle présentation.

Les activités de chacun des secteurs de la Société sont les suivantes:

- **Le secteur de la télévision** inclut les activités du Réseau TVA (y compris les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, les activités de production commerciale et de doublage de TVA Accès inc., les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films, ainsi que les activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques jusqu'au deuxième trimestre de 2013.
- **Le secteur de l'édition** inclut les activités de TVA Publications inc. (« TVA Publications ») et de Les Publications Charron & Cie inc. (« Publications Charron ») qui se spécialisent dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, ainsi que la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE 2014

- Le 1^{er} juillet 2014, TVA Sports est devenu officiellement le diffuseur francophone officiel de la Ligue nationale de hockey pour les 12 prochaines années. TVA Sports présentera annuellement plus de 275 matchs de la LNH, incluant les matchs du samedi soir des Canadiens de Montréal, les séries éliminatoires, la finale de la Coupe Stanley et les grands événements de la Ligue.
- Le 25 juin 2014, Groupe TVA a annoncé la conclusion d'une entente avec Cogeco Câble Canada, qui permettra aux clients de Cogeco du Québec d'avoir accès sur demande à plusieurs contenus de TVA, et ce, à compter du 1^{er} septembre 2014. La Société et Cogeco Câble Canada ont également annoncé le renouvellement de leur entente relative à la distribution en direct de la chaîne spécialisée TVA Sports, entente qui inclura la distribution de TVA Sports 2 à compter de septembre prochain.
- Le 28 avril 2014, Québecor inc. (« Québecor ») a annoncé d'importants changements à la direction de la société et ses filiales. Pierre Dion, président et chef de la direction de Groupe TVA, a été nommé président et chef de la direction de Québecor et QMI en remplacement de Robert Dépatie qui s'est retiré, pour des raisons de santé, de ses fonctions de président et chef de la direction de Québecor, de QMI et de Vidéotron Ltée. Pierre Dion continuera d'assumer la fonction de président et chef de la direction de Groupe TVA jusqu'à la nomination de son successeur.
- Le 14 avril 2014, Groupe TVA a annoncé la conclusion d'une entente avec Telus permettant aux abonnés de Télé OPTIK d'avoir accès au contenu de TVA sur demande dès le 15 avril. La Société et Telus ont également conclu une nouvelle entente pour la distribution en direct des chaînes spécialisées TVA Sports et TVA Sports 2.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. Elle utilise ces mesures financières hors IFRS car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation ajusté(e)

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice et la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées. Le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e), tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activité. En outre, le bénéfice (la perte) d'exploitation ajusté(e) est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation ajusté(e) adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté avec le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1**Conciliation du bénéfice d'exploitation ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Bénéfice d'exploitation ajusté :				
Télévision	18 070	\$ 19 144	\$ 9 859	\$ 19 884
Édition	2 929	1 796	5 115	1 951
	20 999	20 940	14 974	21 835
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 317	5 374	10 701	10 462
Charges financières	975	1 597	2 095	3 201
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	-	2 047	-	2 999
Dépense (recouvrement) d'impôts	3 628	3 526	(519)	1 102
Part de la perte dans les entreprises associées	1 916	1 415	3 697	2 978
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	9 163	\$ 6 981	\$ (1 000)	\$ 1 093

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**Comparaison des deuxièmes trimestres 2014 et 2013****Produits d'exploitation** de 109 700 000 \$, en baisse de 1 807 000 \$ (-1,6 %).

- Baisse de 3 682 000 \$ (-3,8 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à la cessation des activités de TVA Boutiques au cours du troisième trimestre 2013, ainsi qu'à la baisse de 2,6 % des revenus provenant du Réseau TVA. Ces baisses ont été compensées en partie par la hausse de 6,0 % des revenus des services spécialisés.
- Hausse de 1 604 000 \$ (11,2 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2), principalement attribuable à l'impact favorable qu'a eu l'acquisition du magazine « La Semaine » le 18 juillet 2013, compensée en partie par une baisse de 5,8 % des revenus provenant des autres magazines.

Tableau 2**Produits d'exploitation**

(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Télévision	94 240	\$ 97 922	\$ 185 176	\$ 196 042
Édition	15 958	14 354	31 096	28 267
Éléments intersectoriels	(498)	(769)	(1 251)	(1 732)
	109 700	\$ 111 507	\$ 215 021	\$ 222 577

Bénéfice d'exploitation ajusté de 20 999 000 \$, soit un écart favorable de 59 000 \$.

- Écart défavorable de 1 074 000 \$ dans le secteur de la télévision (tableau 3), principalement attribuable à la baisse de 12,2 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA, compensée en partie par la diminution de 61,3 % de la perte d'exploitation ajustée provenant des services spécialisés et par l'impact favorable relié à la cessation des activités de la division TVA Boutiques au troisième trimestre 2013.
- Écart favorable de 1 133 000 \$ dans le secteur de l'édition (tableau 3), principalement attribuable à l'impact favorable de l'ajout des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013, ainsi qu'aux réductions de dépenses résultant à la fois d'économies de coûts reliées au volume et du plan de rationalisation des charges d'exploitation mis en place au second trimestre de 2013.

Tableau 3
Bénéfice d'exploitation ajusté
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 juin		Six mois terminés les 30 juin	
	2014	2013	2014	2013
Télévision	18 070 \$	19 144 \$	9 859 \$	19 884 \$
Édition	2 929	1 796	5 115	1 951
	20 999 \$	20 940 \$	14 974 \$	21 835 \$

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 9 163 000 \$ (0,39 \$ par action de base et dilué), comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 6 981 000 \$ (0,29 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2013.

- Cet écart favorable de 2 182 000 \$ (0,10 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - l'écart favorable de 2 047 000 \$ au niveau des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres;
 - l'écart favorable de 622 000 \$ au niveau des charges financières;
partiellement compensés par :
 - l'écart défavorable de 501 000 \$ au niveau de la part de la perte dans les entreprises associées.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les trimestres terminés les 30 juin 2014 et 2013.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels relativement stable à 5 317 000 \$, soit une légère baisse de 57 000 \$.

Charges financières de 975 000 \$, soit une baisse de 622 000 \$ qui s'explique essentiellement par l'enregistrement de revenus d'intérêts reliés aux régimes de retraite au deuxième trimestre de 2014, alors qu'une charge d'intérêts avait été comptabilisée à cet effet pour la même période de 2013.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres inexistantes pour le second trimestre de 2014 comparativement à une charge de 2 047 000 \$ pour la période correspondante de 2013.

- Au cours du second trimestre de 2013, la Société avait déployé un plan de rationalisation de ses charges d'exploitation de l'ordre de 16 millions de dollars pour l'exercice. En conséquence, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 1 646 000 \$ suite à l'abolition d'environ 90 postes dans le secteur de la télévision et de l'édition.
- Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2013, la Société avait annoncé la cessation des activités de sa division TVA Boutiques. Suite à ce repositionnement, une charge de dépréciation de 612 000 \$ liée aux stocks ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation de 303 000 \$ avaient été enregistrées.
- Au cours de cette même période, la Société avait également renversé une provision pour frais de rationalisation de 514 000 \$ suite à un jugement rendu en faveur de la Société relativement à un litige relié aux activités d'une ancienne filiale.

Dépense d'impôts de 3 628 000 \$ (taux effectif de 24,7 %) au second trimestre 2014 comparativement à 3 526 000 \$ (taux effectif de 29,6 %) pour la même période de 2013.

- Au second trimestre 2014, la baisse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période, compensée en partie par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- Au second trimestre 2013, la hausse du taux effectif par rapport au taux statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait principalement par l'écart permanent lié aux éléments non déductibles.

Part de la perte dans les entreprises associées de 1 916 000 \$ au second trimestre 2014, comparativement à une perte de 1 415 000 \$ pour le trimestre correspondant de 2013, soit un écart défavorable de 501 000 \$ expliqué principalement par de moins bons résultats d'exploitation de SUN News pour cette période.

Comparaison des six premiers mois de 2014 et 2013

Produits d'exploitation de 215 021 000 \$, en baisse de 7 556 000 \$ (-3,4 %).

- Baisse de 10 866 000 \$ (-5,5 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à la baisse de 4,5 % des revenus provenant du Réseau TVA, ainsi qu'à la cessation des activités de TVA Boutiques au cours du troisième trimestre 2013. Ces baisses ont été compensées en partie par la hausse de 4,3 % des revenus des services spécialisés.
- Hausse de 2 829 000 \$ (10,0 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2), principalement attribuable à l'impact favorable qu'a eu l'acquisition du magazine « La Semaine » le 18 juillet 2013. Cette hausse a été compensée en partie par une baisse de 6,9 % des revenus provenant des autres magazines.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 14 974 000 \$, soit un écart défavorable de 6 861 000 \$.

- Écart défavorable de 10 025 000 \$ dans le secteur de la télévision (tableau 3), principalement attribuable à la diminution de 48,7 % du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA, compensée en partie par la diminution de 34,9 % de la perte d'exploitation ajustée provenant des services spécialisés.
- Écart favorable de 3 164 000 \$ dans le secteur de l'édition (tableau 3), principalement attribuable à l'impact favorable de l'ajout des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013, ainsi qu'aux réductions de dépenses résultant à la fois d'économies de coûts reliées au volume et du plan de rationalisation des charges d'exploitation mis en place au second trimestre de 2013.

Perte nette attribuable aux actionnaires de 1 000 000 \$ (-0,04 \$ par action de base et dilué) au cours des six premiers mois de 2014, comparativement à un bénéfice net de 1 093 000 \$ (0,05 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2013.

- Cet écart défavorable de 2 093 000 \$ (-0,09 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
 - la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté;
 - l'écart défavorable de 719 000 \$ dans la part de la perte dans les entreprises associées;partiellement compensés par :
 - l'écart favorable de 2 999 000 \$ des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres;
 - l'écart favorable de 1 621 000 \$ au niveau de la dépense d'impôts; et
 - l'écart favorable de 1 106 000 \$ au niveau des charges financières.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les six premiers mois de 2014 et 2013.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 10 701 000 \$, soit une hausse de 239 000 \$ (2,3 %).

- Cette hausse est principalement due à la mise en service d'importants projets techniques et immobiliers au cours des derniers mois et à l'amortissement d'actifs incorporels acquis suite à la transaction avec Publications Charron, partiellement compensée par l'impact favorable engendré par l'amortissement accéléré qui avait été comptabilisé au cours du deuxième trimestre de 2013 en lien avec un site web.

Charges financières de 2 095 000 \$, soit une baisse de 1 106 000 \$ qui s'explique par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2014 et 2013.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres inexistantes pour le premier semestre de 2014, comparativement à une charge de 2 999 000 \$ pour la même période de 2013.

- Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2013, en plus des éléments mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2014 et 2013, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 565 000 \$ pour des frais légaux relativement au procès lié à un litige d'une ancienne filiale. La Société avait également enregistré une charge de dépréciation de 387 000 \$ liée à l'inventaire de droits de distribution à long terme à la suite de sa décision de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma.

Recouvrement d'impôts sur le bénéfice de 519 000 \$ (taux d'imposition effectif de -23,8 %) au cours des six premiers mois de 2014, comparativement à une dépense d'impôts de 1 102 000 \$ (taux d'imposition effectif de 21,3 %) à la même période de 2013.

- Au premier semestre 2014, la baisse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période. Également, à la lumière des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale, la Société a réduit ses passifs d'impôts différés de 305 000 \$. Ces éléments ont été compensés en partie par l'écart permanent lié aux éléments non déductibles.
- Au premier semestre 2013, la baisse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant

des pertes de SUN News pour cette période, compensée en partie par l'écart permanent lié aux éléments non déductibles.

Part de la perte dans les entreprises associées de 3 697 000 \$ pour les six premiers mois de 2014, comparativement à une perte de 2 978 000 \$ pour la période correspondante de 2013, soit un écart défavorable de 719 000 \$ expliqué par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2014 et 2013.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télévision

Comparaison des deuxièmes trimestres 2014 et 2013

Produits d'exploitation de 94 240 000 \$, soit une diminution de 3 682 000 \$ (-3,8 %), principalement attribuable à :

- la perte de revenus découlant de la cessation des activités de la division TVA Boutiques au troisième trimestre 2013;
- la baisse de 2,6 % des revenus du Réseau TVA provenant d'une diminution de 3,1 % des revenus publicitaires et d'une baisse de 49,8 % des revenus provenant du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale « FAPL » compte tenu de l'abolition progressive de cette subvention. Ces baisses ont été partiellement compensées par la hausse des droits de retransmission de signaux éloignés perçus par la Société;
- la baisse de 3,1 % des revenus publicitaires des services spécialisés provenant principalement des chaînes « LCN » et « addik^{TV} », compensée en partie par une meilleure performance de « prise 2 » et « Casa »;

compensées en partie par :

- la hausse de 11,6 % des revenus d'abonnement des services spécialisés, marquée par une croissance au niveau de tous les services :
 - les chaînes « TVA Sports » et « LCN » s'accaparent respectivement 29,2 % et 15,6 % de cette hausse;
 - les chaînes « MOI&cie », « Casa », « addik^{TV} » et « prise 2 » ont connu des croissances respectives de 19,8 %, 18,4 %, 14,8 % et 8,9 %.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2014, les parts de marché totales de Groupe TVA ont été de 30,6 parts, soit légèrement inférieures à la période correspondante de 2013 qui affichait 31,0 parts. Ce léger recul s'explique notamment par les cotes d'écoute importantes associées à la performance des Canadiens de Montréal durant les séries éliminatoires de la Coupe Stanley. Il est à noter que, à titre de diffuseur francophone officiel de la LNH pour les douze prochaines années, TVA Sports sera en mesure de bénéficier des parts de marché attribuables à la diffusion exclusive des séries éliminatoires de la Coupe Stanley.

Les parts de marché combinées des services spécialisés de Groupe TVA ont été de 9,2 parts pour le deuxième trimestre 2014 comparativement à 8,1 parts pour la même période de 2013, soit une augmentation de 1,1 part. Cette augmentation provient principalement de « prise 2 » et « addik^{TV} » qui ont connu d'excellentes cotes d'écoute et fait des gains de 0,5 part et 0,4 part respectivement. La majorité des autres services spécialisés ont également connu une croissance de leur part, notamment « TVA Sports » et « MOI&cie » qui ont gagné chacun 0,2 part, tandis que « Casa », a connu une croissance de 0,1 part.

Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 21,4 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 16 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le second trimestre 2014, dont *La Voix* qui a dépassé les 2,6 millions de téléspectateurs.

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
 (Parts de marché en %)

Printemps 2014 vs 2013			
	2014	2013	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	21,4	22,9	- 1,5
SRC	11,6	11,8	-0,2
V	7,7	8,2	- 0,5
	40,7	42,9	- 2,2
Chaînes spécialisées et payantes francophones :			
TVA	9,2	8,1	+ 1,1
Bell Média	21,8	20,7	+ 1,1
Corus	7,0	8,0	- 1,0
SRC	4,8	5,2	- 0,4
Autres	7,5	7,5	0,0
	50,3	49,5	+ 0,8
Total chaînes anglophones et autres :	9,0	7,6	+ 1,4
Groupe TVA	30,6	31,0	- 0,4

Source : Sondages BBM. Québec franco, 1^{er} avril au 30 juin 2014, l-d, 2h-2h, t2+.

Charges d'exploitation de 76 170 000 \$, soit une baisse de 2 608 000 \$ (-3,3 %).

- Cette baisse est expliquée principalement par :
 - la baisse des charges d'exploitation reliée à la division TVA Boutiques suite à la cessation de ses activités;
 compensée en partie par :
 - la hausse de 1,6 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant principalement de l'ajustement favorable d'une provision pour droits de licence du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») survenue au deuxième trimestre de 2013, laquelle a été partiellement compensée par des économies générées au niveau des coûts de programmation et d'administration.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 18 070 000 \$, soit une variation défavorable de 1 074 000 \$, expliquée principalement par :

- la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA découlant principalement de la baisse des revenus publicitaires;

compensée en partie par :

- la baisse de la perte d'exploitation ajustée des services spécialisés, directement attribuable à la hausse des revenus d'abonnement; et
- l'impact favorable relié à la cessation des activités de la division TVA Boutiques qui avait généré une perte d'exploitation au trimestre correspondant de 2013.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur de la télévision (exprimés en pourcentage des revenus) relativement stables, passant de 80,5 % pour le second trimestre 2013 à 80,8 % pour la même période de 2014.

Comparaison des six premiers mois de 2014 et 2013

Produits d'exploitation de 185 176 000 \$, soit une diminution de 10 866 000 \$ (-5,5 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 4,5 % des revenus du Réseau TVA provenant d'une diminution de 4,5 % des revenus publicitaires et d'une baisse de 49,7 % des revenus provenant du FAPL compte tenu de l'abolition progressive de cette subvention. Ces baisses ont été compensées en partie par la hausse des droits de retransmission de signaux éloignés perçus par la Société;
- la perte de revenus découlant de la cessation des activités de la division TVA Boutiques au troisième trimestre 2013;
- la baisse de 5,3 % des revenus publicitaires des services spécialisés provenant principalement de la chaîne « LCN »;

compensées en partie par :

- la hausse de 9,9 % des revenus d'abonnement des services spécialisés :
 - les chaînes « TVA Sports » et « LCN » s'accaparent respectivement 31,3 % et 16,0 % de cette hausse;
 - les chaînes « MOI&cie », « Casa », « addik^{TV} » et « prise 2 » ont connu des croissances respectives de 22,0 %, 14,8 %, 12,3 % et 8,9 %.

Charges d'exploitation de 175 317 000 \$, soit une diminution de 841 000 \$ (-0,5 %).

- Cette diminution est expliquée principalement par :

- la baisse des charges d'exploitation reliée à la division TVA Boutiques suite à la cessation de ses activités;

compensée en partie par :

- la hausse de 5,0 % des charges d'exploitation du Réseau TVA découlant d'une augmentation des coûts de contenu. Cette augmentation est le reflet d'investissements accrus au niveau de la programmation, de charges supplémentaires engendrées par la période électorale provinciale,

ainsi que d'ajustements effectués au cours du premier trimestre 2014 au coût de certaines licences de diffusion des années passées reliés à des clauses d'indemnisation figurant dans les garanties de la Société aux états financiers du 31 décembre 2013.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 9 859 000 \$, soit une variation défavorable de 10 025 000 \$, expliquée principalement par :

- la baisse du bénéfice d'exploitation ajusté du Réseau TVA découlant de l'effet combiné de la baisse des revenus publicitaires et des investissements accrus dans les coûts de contenu;

compensée en partie par :

- la baisse de la perte d'exploitation ajustée des services spécialisés, directement attribuable à la hausse des revenus d'abonnement.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur de la télévision (exprimés en pourcentage des revenus) à la hausse, passant de 89,9 % pour le premier semestre 2013 à 94,7 % pour la même période de 2014. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse des coûts de contenu combinée à une baisse des revenus publicitaires.

Édition

Comparaison des deuxièmes trimestres 2014 et 2013

Produits d'exploitation de 15 958 000 \$, soit une hausse de 1 604 000 \$ (11,2 %), malgré la fermeture des magazines « Star Inc. », « Rénovation Bricolage » et « Option Réno » au cours du premier trimestre 2014. Cette hausse est principalement attribuable à :

- l'ajout des revenus du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013;
- la hausse de 7,6 %¹ des revenus en kiosque;

partiellement compensés par :

- la baisse de 20,9 %¹ des revenus publicitaires pour l'ensemble des magazines. La baisse par catégorie de magazines est la suivante :
 - Artistiques : -38,6 %;
 - Spécialisés : -27,3 %;
 - Féminin : -13,1 %;
 - Décoration et cuisine : -12,7 %.

¹ Excluant le magazine « La Semaine » et les magazines qui ont cessé d'être publiés au premier trimestre 2014.

Statistiques de lectorat et de parts de marché

- L'ensemble des magazines du Groupe TVA détiennent 53,3 %* des parts de marché des lecteurs québécois francophones cumulés par mois.
 - Les hebdomadaires rejoignent plus de 3 000 000 de lecteurs uniques chaque année au Canada.
 - Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul 539 000* lecteurs par semaine et demeure le magazine hebdomadaire le plus lu au Québec.
 - Le magazine « La Semaine », qui offre un contenu artistique familial, rejoint 375 000* personnes par semaine.

**Selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau) – printemps 2014, Québec Français, 12+*

Charges d'exploitation de 13 029 000 \$, soit une hausse de 471 000 \$ (3,8 %) principalement attribuable à :

- l'inclusion des charges d'exploitation relatives au magazine « La Semaine » acquis le 18 juillet 2013;

partiellement compensé par :

- la baisse de 12,3 %¹ des charges d'exploitation des magazines artistiques découlant d'une diminution des frais de production et des coûts d'imprimerie, générant des économies principalement au niveau du magazine « 7 Jours »;
- la fermeture de certains magazines au premier trimestre 2014;
- la baisse de 7,4 % des charges d'exploitation des magazines de décoration et cuisine découlant d'économies au niveau de la main d'œuvre, ainsi qu'au niveau des frais d'imprimerie et de production, notamment au niveau du magazine « Chez Soi »;

¹ *Excluant le magazine « La Semaine » et les magazines qui ont cessé d'être publiés au premier trimestre 2014.*

Bénéfice d'exploitation ajusté de 2 929 000 \$, soit une variation favorable de 1 133 000 \$, expliquée principalement par l'ajout favorable des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013 et son intégration aux opérations existantes du secteur de l'édition.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur de l'édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 81,6 % pour le second trimestre de 2014 contre 87,5 % pour la même période de 2013. Cette diminution s'explique par l'acquisition du magazine « La Semaine », un bon contrôle des coûts et par l'impact du plan de rationalisation des charges d'exploitation mis en place au second trimestre de 2013.

Acquisition de Publications Charron

Le 18 juillet 2013, la Société a fait l'acquisition de Publications Charron, éditeur de magazines, notamment du magazine hebdomadaire « La Semaine », qui affiche des ventes en kiosque hebdomadaires variant entre 35 000 et 44 000 copies. Les revenus et charges d'exploitation provenant de ces activités ont été intégrés au secteur de l'édition au cours du troisième trimestre de 2013.

Comparaison des six premiers mois de 2014 et 2013

Produits d'exploitation de 31 096 000 \$, soit une hausse de 2 829 000 \$ (10,0 %), malgré la fermeture des magazines « Star Inc. », « Rénovation Bricolage » et « Option Réno ». Cette hausse est principalement attribuable à :

- l'ajout des revenus du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013;
- la hausse de 7,2 %¹ des revenus en kiosque;

partiellement compensés par :

- la baisse de 22,7 %¹ des revenus publicitaires pour l'ensemble des magazines. La baisse par catégorie de magazines est la suivante :
 - Spécialisés : -41,6 %;
 - Artistiques : -33,9 %;
 - Décoration et cuisine : -18,0 %;
 - Féminin : -17,2 %.

Fonds du Canada pour les périodiques

Depuis le 1^{er} avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide reliée à ce programme est entièrement enregistrée à titre de produits d'exploitation et représente 12,2 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de six mois se terminant le 30 juin 2014 (10,4 % pour le semestre correspondant de 2013).

Charges d'exploitation de 25 981 000 \$, soit une baisse de 335 000 \$ (-1,3 %). En plus de la fermeture des magazines « Star Inc. », « Rénovation Bricolage » et « Option Réno », cette diminution est principalement attribuable à :

- la baisse de 16,3 %¹ des charges d'exploitation des magazines artistiques découlant d'une réduction des coûts d'imprimerie et de production ainsi que des frais de production, principalement au niveau du magazine « 7 Jours »;
- la baisse de 11,8 % des charges d'exploitation des magazines de décoration et cuisine suite à une diminution des frais de recrutement d'abonnés, des coûts de promotion ainsi que des coûts d'imprimerie et production, principalement au niveau du magazine « Chez Soi »;
- la baisse de 3,6 % des charges d'exploitation des magazines féminins suite à une diminution des activités reliées à la gestion de marques, notamment l'événement Rock & Rose non reconduit en 2014;

partiellement compensées par :

- l'inclusion des charges d'exploitation relatives au magazine « La Semaine » acquis le 18 juillet 2013.

¹ Excluant le magazine « La Semaine » et les magazines qui ont cessé d'être publiés au premier trimestre 2014.

Bénéfice d'exploitation ajusté de 5 115 000 \$, soit une variation favorable de 3 164 000 \$, expliquée principalement par :

- l'ajout favorable des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013;
- la baisse des charges d'exploitation des autres magazines telle que détaillée ci-haut et l'impact des économies liées au plan de rationalisation mis en place depuis le second trimestre de 2013.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur de l'édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 83,6 % pour le premier semestre de 2014 contre 93,1 % pour la même période de 2013. Cette diminution s'explique essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des deuxièmes trimestres 2014 et 2013.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les		Six mois terminés les	
	2014	30 juin 2013	2014	30 juin 2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	16 080 \$	10 730 \$	20 952 \$	8 187 \$
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(6 208)	(4 574)	(13 315)	(10 470)
Augmentation des placements	(1 346)	(1 470)	(2 767)	(671)
Autres	(50)	(50)	(602)	(101)
Remboursement (augmentation) de la dette nette	8 476 \$	4 636 \$	4 268 \$	(3 055) \$
	30 juin 2014		31 décembre 2013	
Situation à la fin :				
Dette échéant à court terme		74 741 \$		74 640 \$
Moins espèces		(12 086)		(7 717)
Dette nette		62 655 \$		66 923 \$

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 16 080 000 \$ au second trimestre 2014 comparativement à 10 730 000 \$ au cours du trimestre correspondant de 2013, soit une hausse de 5 350 000 \$. Cette hausse s'explique essentiellement par la variation favorable liée aux créditeurs et charges à payer ainsi qu'au bénéfice net, compensée en partie par l'écart défavorable au niveau des impôts exigibles et des débiteurs.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 20 952 000 \$ pour les six premiers mois de 2014 comparativement à 8 187 000 \$ au cours de la période correspondante de 2013, soit une hausse de 12 765 000 \$. Cette

hausse s'explique essentiellement par la variation favorable reliée aux débiteurs ainsi qu'aux créditeurs et charges à payer, compensée en partie par l'écart défavorable au niveau des impôts exigibles.

Fonds de roulement de Groupe TVA de 12 556 000 \$ au 30 juin 2014 comparativement à 18 378 000 \$ au 31 décembre 2013. Cette baisse de 5 822 000 \$ est principalement attribuable à la baisse des débiteurs, compensée en partie par la baisse des créditeurs et charges à payer ainsi que des revenus reportés.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 6 208 000 \$ pour le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 4 574 000 \$ pour la même période de 2013, soit une hausse de 1 634 000 \$ (35,7 %). Cette hausse est principalement attribuable aux investissements requis afin de mettre en place les infrastructures techniques nécessaires au lancement de TVA Sports 2 à l'automne 2014 suite à l'acquisition des droits de diffusion des matchs de la LNH.

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 13 315 000 \$ pour les six premiers mois de 2014, comparativement à 10 470 000 \$ pour la même période de 2013, soit une hausse de 2 845 000 \$ (27,2 %). Cette hausse s'explique essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés précédemment.

Variation nette des placements de 1 346 000 \$ durant le deuxième trimestre de 2014, comparativement à 1 470 000 \$ pour la même période de 2013. Au cours du deuxième trimestre 2014, la Société a effectué une mise de fonds de 1 617 000 \$ dans SUN News (1 470 000 \$ au cours du deuxième trimestre 2013) et a encaissé un montant de 271 000 \$ lié à un placement de portefeuille (aucun au deuxième trimestre 2013).

Variation nette des placements de 2 767 000 \$ pour les six premiers mois de 2014, comparativement à 671 000 \$ pour la même période de 2013. En plus des éléments mentionnés précédemment, la Société avait effectué une mise de fonds de 1 421 000 \$ dans SUN News au cours du premier trimestre 2014 et avait encaissé un montant de 799 000 \$ lié à un placement de portefeuille au cours de la période correspondante de 2013.

Activités de financement

Dette (excluant les frais de financement reportés) stable à 75 000 000 \$ au 30 juin 2014, comparativement au 31 décembre 2013.

Situation financière au 30 juin 2014

Liquidités disponibles nettes de 111 661 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 99 575 000 \$ et des espèces de 12 086 000 \$.

Au 30 juin 2014, le capital minimal à rembourser sur la dette au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6
Capital minimal à rembourser sur la dette de Groupe TVA
Périodes de 12 mois terminées les 30 juin
(en milliers de dollars)

2015	75 000	\$
2016	-	
2017	-	
2018	-	
2019 et ultérieurement	-	
Total	75 000	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 0,4 année au 30 juin 2014 (0,9 année au 31 décembre 2013) et est donc présentée en totalité dans le passif à court terme à la fin du présent trimestre. La dette était constituée en totalité de dette à taux fixe au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013. La Société a débuté les discussions avec ses partenaires bancaires pour le renouvellement de la dette long terme d'ici son échéance et n'entrevoit pas de difficulté à cet effet.

La Société dispose également d'un crédit rotatif qui a été renouvelé le 24 février 2012 pour un terme de cinq (5) ans et qui s'élève à 100 000 000 \$. Au 30 juin 2014, aucun montant n'avait été prélevé sur le crédit rotatif. La Société pourrait également utiliser son crédit rotatif inutilisé pour rembourser sa dette long terme venant à échéance le 11 décembre 2014.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) et pour respecter ses engagements et garanties.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 juin 2014, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 30 juin 2014

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 30 juin 2014 et 31 décembre 2013

(en milliers de dollars)

	30 juin 2014		31 décembre 2013		Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actifs</u>						
Débiteurs	115 610	\$	136 408	\$	(20 798)	\$ Impact de l'encaissement d'une rétroactivité pour droits de retransmission et de sommes dues sur des nouvelles ententes signées en fin d'année 2013, en plus de la variation courante et saisonnière des activités.
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	52 758		61 428		(8 670)	Variation saisonnière de l'inventaire de droits suite à la saison de programmation de l'hiver 2014.
Droits de diffusion et de distribution	36 997		31 985		5 012	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
<u>Passifs</u>						
Créditeurs et charges à payer	76 384	\$	85 960	\$	(9 576)	\$ Impact de la variation courante et saisonnière des activités.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 juin 2014, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 juin 2014

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	75 000 \$	- \$	- \$	- \$	75 000 \$
Paiement d'intérêts ¹	2 428	613	-	-	3 041
Droits de diffusion et de distribution	92 117	166 891	143 365	512 023	914 396
Autres engagements	13 205	8 818	4 543	2 798	29 364
Total	182 750 \$	176 322 \$	147 908 \$	514 821 \$	1 021 801 \$

¹ Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 juin 2014 et incluent les frais de disponibilité sur l'emprunt à terme rotatif.

QMI a conclu une entente avec Rogers Communications concernant les droits de diffusion francophones de la LNH. En attente de la finalisation des ententes entre QMI et Groupe TVA, les engagements totaux liés à ce contrat ont été inclus dans les engagements de la Société.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Au cours du second trimestre 2014, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 18 490 000 \$ (18 132 000 \$ au second trimestre 2013).

Pour le deuxième trimestre de 2014, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 7 609 000 \$ (8 779 000 \$ pour le second trimestre 2013).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 080 000 \$ pour le second trimestre de 2014 (1 080 000 \$ pour le second trimestre 2013).

Au cours des six premiers mois de 2014, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 35 867 000 \$ (37 157 000 \$ pour les six premiers mois de 2013).

Pour les six premiers mois de 2014, la Société a constaté des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 17 364 000 \$ (19 533 000 \$ pour les six premiers mois de 2013).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 2 160 000 \$ pour les six premiers mois de 2014 (2 160 000 \$ pour les six premiers mois de 2013).

SUN News

Au cours du second trimestre 2014, une mise de fonds de 3 300 000 \$ (3 000 000 \$ au second trimestre 2013) a été effectuée par les sociétaires de SUN News, dont 1 617 000 \$ (1 470 000 \$ pour le second trimestre 2013) par la Société et 1 683 000 \$ (1 530 000 \$ pour le second trimestre 2013) par Corporation Sun Media.

Au cours des six premiers mois de 2014, une mise de fonds de 6 200 000 \$ (3 000 000 \$ pour la période comparative de 2013) a été effectuée par les sociétaires de SUN News, dont 3 038 000 \$ (1 470 000 \$ pour la période comparative de 2013) par la Société et 3 162 000 \$ (1 530 000 \$ pour la période comparative de 2013) par Corporation Sun Media.

Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 30 juin 2014. De plus, 691 076 options d'achat d'actions classe B et 372 032 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 15 juillet 2014.

Tableau 9
Nombre d'actions en circulation au 15 juillet 2014
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	19 450 906	5,07 \$

Modification de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2014, la Société a adopté rétrospectivement l'IFRIC 21 – *Droits ou taxes*, qui clarifie le moment de la comptabilisation d'un passif pour les sorties de ressources qui sont imposées par les gouvernements selon des dispositions légales ou réglementaires, basé sur l'activité qui rend le paiement exigible. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu un impact significatif sur les états financiers consolidés.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2014, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupepva.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2013 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 29 juillet 2014 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 29 juillet 2014

Tableau 10
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES
(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2014		2013	
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
Exploitation				
Produits d'exploitation	109 700 \$	105 321 \$	120 022 \$	102 217 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation ajusté(e)	20 999 \$	(6 025) \$	20 334 \$	18 401 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	9 163 \$	(10 163) \$	8 328 \$	6 325 \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	0,39 \$	(0,43) \$	0,35 \$	0,27 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
	2013		2012	
	30 juin	31 mars	31 déc. (redressés)	30 sept. (redressés)
Exploitation				
Produits d'exploitation	111 507 \$	111 070 \$	127 004 \$	97 171 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté	20 940 \$	895 \$	20 625 \$	10 341 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	6 981 \$	(5 888) \$	8 838 \$	1 539 \$
Données par action de base et diluée				
Résultat par action de base et diluée	0,29 \$	(0,25) \$	0,37 \$	0,06 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est constituée de revenus publicitaires et de services reliés à la publicité. Ces revenus suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Société sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires, principalement en télévision.
- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation, alors que dans le secteur de l'édition, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre.